



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 68.349/4
du 16 décembre 2020

advies 68.349/4
van 16 december 2020

sur

over

un projet d'arrêté du
Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale 'concernant
le mandat du Fonctionnaire
dirigeant, du Fonctionnaire
dirigeant adjoint et des
Inspecteurs généraux de
l'Agence régionale pour la
propreté'

een ontwerp van besluit van de
Brusselse Hoofdstedelijke
Regering 'betreffende het
mandaat van de leidend
ambtenaar, de adjunct-leidend
ambtenaar en de
inspecteurs-generaal van het
Gewestelijk Agentschap voor
Netheid'

Le 23 novembre 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Transition climatique, de l'Environnement, de l'Énergie et de la Démocratie participative à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'concernant le mandat du Fonctionnaire dirigeant, du Fonctionnaire dirigeant adjoint et des Inspecteurs généraux de l'Agence régionale pour la propreté'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 16 décembre 2020. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Stéphane TELLIER, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 16 décembre 2020.

*

Op 23 november 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met klimaattransitie, leefmilieu, energie en participatieve democratie verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'betreffende het mandaat van de leidend ambtenaar, de adjunct-leidend ambtenaar en de inspecteurs-generaal van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 16 december 2020. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Stéphane TELLIER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 16 december 2020.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION PRÉALABLE

En vertu des articles 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, deuxième phrase et 82, alinéa 2, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la demande d'avis doit mentionner le nom de la personne qui peut fournir à la section de législation des informations utiles quant aux projets soumis pour avis.

La présente demande d'avis indique certes le nom d'une personne mais omet de préciser les informations permettant de contacter celle-ci ¹. Afin d'éviter une perte de temps dans l'instruction de la demande d'avis, il y aura lieu à l'avenir de s'assurer de la complétude de celle-ci sur ce point ².

OBSERVATION GÉNÉRALE

Interrogée, au regard du principe d'égalité, sur la comparaison entre, d'une part, les mandataires des autres organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale et des futurs mandataires de Bruxelles-Propreté qui ne sont pas désignés à l'issue d'une nouvelle procédure de désignation ³ et, d'autre part, les directeur général, directeur général adjoint et inspecteurs généraux en fonction avant la première désignation des mandataires en vertu du texte à l'examen, lesquels, en vertu de l'article 5, alinéas 2 et 3 du projet, seront désignés comme « chargés de mission » et conserveront le bénéfice de leur échelle de traitement, la déléguée du Ministre a indiqué :

« Il convient en premier lieu de constater que les titulaires actuels des fonctions visées par l'arrêté en projet ne sont pas des mandataires et ne se trouvent dès lors pas dans la même situation que les personnes ayant été désignées comme mandataires dont le

¹ Au terme de démarche entreprise à cet effet, une personne de contact a pu être jointe.

² Voir en ce sens, *mutatis mutandis*, l'avis n° 46.651/1 donné le 19 mai 2009 sur un projet devenu l'arrêté royal du 7 octobre 2009 'fixant l'indemnité forfaitaire et le montant des jetons de présence à attribuer aux auditeurs et aux membres des chambres de recours visées respectivement aux articles 141, §§ 2 et 5, et 155, § 6, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/46651.pdf>.

³ Lesquels, en fin de mandat, sont – ou seront, s'agissant des mandataires de Bruxelles-Propreté – soumis aux articles 471 et 473 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région Bruxelles-Capitale', selon lesquels ou « [l]'agent dont le mandat prend fin, retrouve le dernier grade dans lequel il est nommé » ou « [l]e mandataire dont le mandat prend fin et qui n'est pas un agent reçoit une indemnité de rupture conformément au droit du travail. Cette indemnité s'élève au moins à 6 mois de traitement ».

mandat prendrait fin, visées aux articles 471 et 473 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région Bruxelles-Capitale.

En outre, ils ne pourraient retrouver, s'ils ne sont pas désignés comme mandataires à l'issue de la première procédure de sélection, les derniers grades Directeur général, de Directeur général adjoint et d'Inspecteurs généraux auxquels ils ont été nommés en ce que les fonctions y correspondantes seront attribuées par mandat à dater de l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet.

C'est pourquoi il a été jugé utile de prévoir à leur bénéfice une mesure transitoire visant à ce qu'ils ne soient pas préjudiciés de manière disproportionnée par l'entrée en vigueur du nouveau système de mandats en leur garantissant le maintien de l'échelle de traitement afférente aux grades susvisés dans l'hypothèse où ils ne seraient pas désignés comme titulaires des mandats au terme de la première procédure de sélection ».

Eu égard à ces explications et à la situation particulière des fonctionnaires dirigeants et des inspecteurs généraux en fonction avant la première désignation des mandataires de Bruxelles-Propreté en vertu du texte à l'examen, le régime spécifique prévu par l'article 5, alinéas 2 et 3, du projet, paraît admissible.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

L'alinéa 5 vise l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 octobre 2011 'fixant les échelles de traitement du personnel de Bruxelles-Propreté, Agence régionale pour la propreté'. Ce texte, qui n'est pas modifié par l'arrêté à l'examen et qui ne constitue pas un fondement juridique de celui-ci, sera omis.

TITRE VI

Le titre VI sera renuméroté « Titre II ».

DISPOSITIF

Article 5

La déléguée du Ministre a précisé que l'article 5, alinéas 2 et 3, n'est d'application que pour les directeur général, directeur général adjoint et inspecteurs généraux en fonction avant la première désignation des mandataires en vertu de l'arrêté à l'examen. Il s'ensuit que :

- ces alinéas 2 et 3 seront regroupés en un seul alinéa ;
- à l'alinéa 2, le mot « précédents » sera omis et les mots « visés à l'alinéa 1^{er} » seront insérés après les mots « directeur général, directeur général adjoint et inspecteurs généraux ».

Dans le texte néerlandais de cet article les mots « leidend ambtenaar » et « adjunct-leidend ambtenaar » doivent être remplacés par respectivement « directeur-generaal » et « adjunct-directeur-generaal ».

Article 11

La déléguée du Ministre ayant indiqué que l'auteur du projet ne souhaite pas déroger à l'entrée en vigueur usuelle de dix jours après sa publication au *Moniteur belge*, l'article 11 du projet sera omis.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKING

Krachtens de artikelen 3, § 1, eerste lid, tweede zin, en 82, tweede lid, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, moet in de adviesaanvraag de naam vermeld worden van de persoon die aan de afdeling Wetgeving dienstige inlichtingen kan verstrekken omtrent de om advies voorgelegde ontwerpen.

In de voorliggende adviesaanvraag wordt weliswaar de naam van een persoon opgegeven, maar ontbreken diens contactgegevens.¹ Om tijdverlies gedurende het onderzoek van de adviesaanvraag te voorkomen, dient men er in de toekomst voor te zorgen dat de aanvraag op dat punt volledig is.²

ALGEMENE OPMERKING

Aan de gemachtigde van de minister zijn in het licht van het gelijkheidsbeginsel vragen gesteld over de vergelijking tussen enerzijds de mandaathouders van de overige instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en toekomstige mandaathouders van Net Brussel die niet na een nieuwe aanwijzingsprocedure aangesteld worden,³ en anderzijds de directeur-generaal, de adjunct-directeur-generaal en de

¹ Na daartoe stappen ondernomen te hebben, heeft men een contactpersoon kunnen bereiken.

² Zie in die zin, *mutatis mutandis*, advies 46.651/1, dat op 19 mei 2009 gegeven is over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 7 oktober 2009 ‘tot vaststelling van de forfaitaire vergoeding en het presentiegeld toe te kennen aan de auditeurs en de leden van de kamers van beroep, bedoeld in respectievelijk de artikelen 141, §§ 2 en 5, en 155, § 6, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994’, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/46651.pdf>.

³ Welke mandaathouders op het einde van hun mandaat vallen – of, in het geval van de mandaathouders van Net Brussel: zullen vallen – onder de artikelen 471 en 473 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’, naar luid waarvan “[d]e ambtenaar van wie het mandaat niet wordt verlengd, (...) opnieuw de laatste graad in[neemt] waarin hij werd benoemd” en “[d]e mandataris wiens mandaat ten einde loopt en die geen ambtenaar is, (...) een verbrekingsvergoeding [ontvangt] overeenkomstig het arbeidsrecht. Deze vergoeding bedraagt ten minste 6 maand van de wedde.”

inspecteurs-generaal die in functie zijn vóór de eerste aanstelling van de mandaathouders krachtens de voorliggende tekst en die krachtens artikel 5, tweede en derde lid, van het ontwerp als “opdrachthouders” aangesteld worden en het voordeel van hun weddenschaal behouden. Naar aanleiding van die vragen heeft de gemachtigde van de minister te kennen gegeven:

“Il convient en premier lieu de constater que les titulaires actuels des fonctions visées par l’arrêté en projet ne sont pas des mandataires et ne se trouvent dès lors pas dans la même situation que les personnes ayant été désignées comme mandataires dont le mandat prendrait fin, visées aux articles 471 et 473 de l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d’intérêt public de la Région Bruxelles-Capitale.

En outre, ils ne pourraient retrouver, s’ils ne sont pas désignés comme mandataires à l’issue de la première procédure de sélection, les derniers grades Directeur général, de Directeur général adjoint et d’Inspecteurs généraux auxquels ils ont été nommés en ce que les fonctions y correspondantes seront attribuées par mandat à dater de l’entrée en vigueur de l’arrêté en projet.

C’est pourquoi il a été jugé utile de prévoir à leur bénéfice une mesure transitoire visant à ce qu’ils ne soient pas préjudiciés de manière disproportionnée par l’entrée en vigueur du nouveau système de mandats en leur garantissant le maintien de l’échelle de traitement afférente aux grades susvisés dans l’hypothèse où ils ne seraient pas désignés comme titulaires des mandats au terme de la première procédure de sélection”.

Gelet op die uitleg en op de bijzondere situatie waarin de leidend ambtenaren en de inspecteurs-generaal die in functie zijn vóór de eerste aanstelling van de mandaathouders van Net Brussel krachtens de voorliggende tekst zich bevinden, lijkt de specifieke regeling waarin artikel 5, tweede en derde lid, van het ontwerp voorziet, aanvaard te kunnen worden.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

In het vijfde lid wordt verwezen naar het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 oktober 2011 ‘tot vaststelling van de weddenschalen van het personeel van Net Brussel, Gewestelijk Agentschap voor Netheid’. Naar die tekst, die bij voorliggend besluit niet gewijzigd wordt en daarvan evenmin een rechtsgrond vormt, behoort niet verwezen te worden.

TITEL VI

Titel VI moet vernummerd worden tot “Titel II”.

DISPOSITIEFArtikel 5

De gemachtigde van de minister heeft aangegeven dat artikel 5, tweede en derde lid, alleen geldt voor de directeur-generaal, de adjunct-directeur-generaal en de inspecteurs-generaal die in functie zijn vóór de eerste aanstelling van de mandaathouders krachtens voorliggend besluit. Daaruit volgt dat:

- dit tweede en derde lid samengevoegd moeten worden tot één enkel lid;
- in het tweede lid het woord “voorgaande” vervangen moet worden door de woorden “in het eerste lid bedoelde”.

In de Nederlandse tekst dienen de woorden “leidend ambtenaar” en “adjunct-leidend ambtenaar” vervangen te worden door respectievelijk de woorden “directeur-generaal” en “adjunct-directeur-generaal”.

Artikel 11

Aangezien de gemachtigde van de minister verklaard heeft dat de steller van het ontwerp niet wenst af te wijken van de gebruikelijke inwerkingtreding op de tiende dag na de bekendmaking van het besluit in het *Belgisch Staatsblad*, moet artikel 11 van het ontwerp weggelaten worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Martine BAGUET